



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 9 mars 2022**

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lt-Colonel Abdoul Aziz OUÉDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, appelle à inverser les rapports de force, dans un monde et une culture « dominés par les hommes ». Dans son message à l'occasion de la Journée internationale des femmes, célébrée hier, le Secrétaire général a rendu hommage au rôle des femmes et des filles dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, à « leurs idées, leurs innovations et leur activisme, qui rendent notre monde meilleur, et à leur leadership sur tous les fronts. »

Cependant, le Secrétaire général a rappelé que « dans trop de domaines, les femmes voient leurs droits régresser ». « Les femmes et les filles ont été éloignées des écoles et des lieux de travail par la pandémie. Elles souffrent de la montée de la pauvreté et de la violence (...). Elles subissent violences et sévices, uniquement en raison de leur genre », a dénoncé le Secrétaire général.

Le Secrétaire général espère que « cette Journée internationale des femmes marque un tournant : il est temps de faire avancer les choses pour toutes les femmes et toutes les filles », notamment dans les domaines de l'éducation, accès des femmes à la formation et au travail décent, élimination de la violence fondée sur le genre et à travers des initiatives audacieuses pour protéger notre planète.

Rappelant que l'ONU a atteint « la parité dans les équipes dirigeantes du Siège et de nos bureaux du monde entier », ce qui « permet de mieux remplir notre mission et de mieux représenter les communautés au service desquelles nous œuvrons », le Secrétaire général a conclu son message en précisant que « l'heure est venue de faire avancer les droits des femmes ».

DROITS DE L'HOMME

- En janvier et février 2022, la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA (DDH) a documenté et vérifié 119 incidents, représentant 146 violations et abus des droits de l'homme et affectant 329 victimes. S'y ajoutent également 91 incidents allégués, représentant 116 potentielles violations et 272 victimes.

La DDH a documenté un total de 43 victimes féminines pendant cette période (25 femmes et 18 filles) – soit 13% du nombre total.

Des incidents confirmés, les femmes et les filles sont le plus souvent victimes de violences sexuelles liées au conflit (VSLC). Par ailleurs, les femmes et filles sont également directement et indirectement victimes des violations et abus des droits de l’homme dont sont victimes leurs proches et leurs communautés.

Le mandat de la DDH en matière de promotion des droits de l’homme et de renforcement des capacités des acteurs nationaux inclue à part entière les droits des femmes et les thématiques pertinentes, telles que la lutte contre les VSLC.

Grâce à l’appui technique et financier de la MINUSCA, les ONGs OPGDH, OMCD et AWLN lancent la semaine prochaine, une campagne d’information et de sensibilisation sur les droits des femmes dans neuf localités (Bangassou, Bangui, Baoro, Berberati, Bossembélé, Bouari, Mongoumba, Sibut et Yaloké). Cette campagne permettra la sensibilisation de femmes vulnérables et/ou issues des couches rurales sur la portée et la protection des droits des femmes.

En janvier dernier, un réseau local de protection des victimes et témoins de violences sexuelles liées au conflit et violences basées sur le genre a ainsi été lancé et formé à Birao (Vakaga). Ce sont en outre plus de 500 femmes, y compris des leaders communautaires et représentantes de la société civile, qui ont été sensibilisées ou ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de droits humains depuis le début de l’année.

AFFAIRES CIVILES

Les 71 projets à impact rapide (QIPs) financés et en cours de réalisation par la MINUSCA pour le cycle 2021-2022 toucheront 1.035.082 personnes dont 610.112 femmes et filles, soit 59% de bénéficiaires.

Même si les 71 projets prennent en compte l’ensemble des bénéficiaires, 10 d’entre eux (14%) sont réalisés directement au profit des femmes, pour un montant de 224.181.043 francs CFA (381.235 dollars), soit 16% des 1.360.689.543 francs CFA (2.313.944 dollars américains) alloués aux QIPs. Les 10 projets bénéficieront 91.301 femmes et jeunes filles, et sont localisés à Bambari, Birao, Bria, Bouar et Bangui.

Il s’agit notamment de la réhabilitation du marché central de Kouango (Bambari), la réhabilitation et l’équipement des salles de formation du siège de l’OFCA (Bangui), de l’assistance aux ménages des retournés dans les localités de Tiringoulou et Amdafock (Birao), le lancement d’activités génératrices de revenus dans la localité de Koundé (Bouar) et les constructions du quartier féminin et renforcement de la cellule homme de la prison et de la maison de protection des victimes et réhabilitation de bureau de droits de l’homme (Bria).

DDR/CVR

A l'occasion de la journée internationale de la femme, les sections DDR et Genre de la MINUSCA ont organisé, le 08 mars, un atelier sur les acquis et perspectives des projets de réduction de la violence communautaire (CVR) dans la promotion de l'égalité du genre pour la paix et le développement durable en RCA. Les participants recommandent notamment une plus longue durée des formations professionnelles et la poursuite du CVR pour que d'autres puissent aussi en bénéficier.

Mis en œuvre par la section DDR en partenariat avec UNOPS, le projet CVR exige un minimum de 30% de femmes parmi les bénéficiaires. Sur les 5.800 bénéficiaires déjà enregistrés à ce jour à Bangui, Bria, Bangassou, Bouar, Bossangoa, Kaga Bandoro, Birao et Ndélé, 2.467 bénéficiaires sont des femmes, soit un taux de 42.5%.

A Bangui, la deuxième vague des formations professionnelles, qui touche les civils sélectionnés lors de l'exercice de remise volontaire des armes mené par le gouvernement, a débuté le 7 mars. Sur les 1.000 bénéficiaires, 283 sont des femmes. La première vague de formations a pris fin le 4 mars, bénéficiant 1.299 personnes dont 567 femmes.

Les formations professionnelles, les activités de travail contre revenus et les activités de sensibilisation de sensibilisation sont également en cours à Bria, Bangassou, Kaga Bandoro, Ndele et Birao.

JUSTICE

- Le 7 mars, à Bimbo, l'Amicale des Femmes Pénitentiaires Centrafricaines (AFPC) et la section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA ont organisé une table ronde regroupant des femmes détenues. Les discussions ont porté sur les conditions de détention, le respect des droits de l'homme et les conditions de travail des femmes pénitentiaires en RCA.

BUREAUX RÉGIONAUX

Du 5 au 7 mars, la section des Affaires civiles du bureau de Bouar a facilité l'organisation d'une série de sessions de sensibilisation pour une saison de transhumance pacifique dans la sous-préfecture de Boali, à la suite d'incidents liés à la transhumance qui ont entraîné la mort d'hommes, la perte de bétail et des champs dévastés. Les sessions ont regroupé 452 participants, dont 128 femmes à Bouiboui 2, Bogoula, Boali Poste, Lambi et Mandjo.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 8 mars 2022:

- Cas accumulés	1241
- Cas guéris	1222
- Cas actifs	1
- Décès	9

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été relativement calme sur toute l'étendue du territoire. L'agitation qui avait prévalu la semaine écoulée, plus particulièrement à l'ouest du pays à cause de la criminalité a connu une nette réduction grâce aux actions entreprises par la Force dans tous les secteurs. L'accroissement des patrouilles robustes de jour comme de nuit surtout dans les zones les plus criminogènes a permis d'assurer une meilleure protection des civils.

A l'occasion de la Journée internationale de la femme le mardi 08 mars 2022, le Général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, Commandant de la Force de la MINUSCA, s'est rendu à Bossangoa. Il a pris part à la commémoration avec le chef de bureau régional et du Maire de la ville. Aux coté des femmes de la localité, les casques bleus féminins camerounais ont paradé sur l'artère principale de la ville. Ce déplacement avait aussi pour but de rencontrer le bataillon camerounais basé à Bossangoa féliciter et encourager ces soldats de la paix dans leur engagement, tout en les sensibilisant sur les abus et exploitation sexuelle.

L'actualité de la Force est aussi marquée par la visite de la conseillère militaire adjointe du SG des Nations Unies, la générale de division Maureen O'Brien. Accompagné du Général Paulo Emanuel Pereira, Commandant Adjoint de la Force, elle s'est rendue à Kaga-Bandoro.

A l'occasion de la journée internationale de la femme, penchons-nous sur la contribution des femmes dans la Force de la MINUSCA.

LE NOMBRE DE FEMMES DANS LES CONTINGENTS

Actuellement l'effectif des femmes des contingents est de 659 sur plus de 11.300 militaires, ce qui représente 5.8%. Pour les officiers d'état-major, les femmes sont au nombre de 92, soit 24,2% du nombre total. Quant aux observateurs militaires elles sont 36 sur 129, soit 30%.

Selon la stratégie de parité du genre des Nations Unies, l'objectif est d'atteindre à l'horizon 2028 un pourcentage de 25% aussi bien pour les observateurs que pour le personnel d'état-major, et 15% pour les troupes, ce qui signifie que la MINUSCA atteint les objectifs fixés. La participation des femmes dans les troupes représente un véritable défi, du fait que de nombreux pays contributeurs de troupes n'ont toujours pas de personnels féminins dans leurs armées, surtout en tant que combattantes (ex : Maroc, Mauritanie, Égypte).

LES UNITES FEMININES ET LEUR SPECIFICITE

La protection des civils est un défi majeur et la mission prioritaire dans la MINUSCA. De ce fait, le leadership de la Force a instruit les unités, à tous les niveaux, de prendre les mesures nécessaires afin d'anticiper toute menace sur les populations. Par conséquent, les unités ont entrepris la mise en place de mesures préventives et préemptives en intégrant le genre dans de nombreux domaines, allant de la collecte d'informations sensibles auprès des femmes à l'interaction communautaire à travers des unités d'engagement.

Cet engagement s'entend à tous les niveaux et avec toutes les composantes de la mission, y compris les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux. Et cela ne pourrait se faire sans implication conséquente des femmes. C'est pourquoi la Force de la MINUSCA a déjà mis en place des équipes féminines d'engagement ou des équipes mixtes avec pour objectif de renforcer l'engagement communautaire et la confiance avec les populations. Certaines des principales activités de ces équipes sont :

- a) Etablir et maintenir un lien avec les communautés isolées particulièrement les femmes
- b) Etablir des relations et tracer des chemins d'information avec les communautés
- c) Soutenir les acteurs Un et les partenaires de la composante civile
- d) Appuyer les opérations humanitaires si nécessaire
- e) Développer, collecter et rapporter les alertes initiales
- f) Interagir avec les groupes locaux pour comprendre et rapporter leurs préoccupations, intérêts et besoins, ainsi que leurs inquiétudes et les peurs imminentes et éventuelles qu'ils pourraient rencontrer
- g) Participer aux activités civilo-militaires

LES FEMMES OBSERVATEURS MILITAIRES

D'un effectif de 36 sur 129, elles abattent un travail énorme lors des patrouilles conjointes et en termes de facilitation dans les échanges et les interactions avec la population locale. En tant que femmes déployées dans des endroits éloignés, en plus d'avoir un rôle important dans la surveillance et l'établissement de rapports sur la situation de sécurité dans la zone de responsabilité, elles sont également une source d'informations très spéciale, en particulier lorsqu'il faut parler aux femmes des communautés locales pour répertorier les violations des droits de l'homme, particulièrement les violences sexuelles basées sur le genre, y compris celles liées aux conflits et les abus et exploitations sexuelles.

UNE TOUCHE PARTICULIERE LORS DES ACTIONS CIMIC

Il est très important que les femmes participent aux activités CIMIC pour garantir qu'une perspective de genre y est appliquée, garantissant que tous les genres, y compris les groupes les plus vulnérables (femmes et enfants) soient pris en compte.

De plus, les activités CIMIC et les projets à impact rapide sont toujours planifiés et proposés de manière à garantir que 50% d'entre eux, au moins, sont destinés à l'autonomisation des groupes les plus vulnérables, y compris les femmes. À cet égard, de nombreuses activités CIMIC, dans tous les secteurs, sont en cours, afin d'apprendre aux femmes à apprendre un métier, à cultiver des légumes, à cuisiner des aliments nutritifs utiles contre la malnutrition.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Un total de 305 personnels féminins intègre actuellement la composante Police de la MINUSCA, contribuant ainsi, au même titre que les hommes, à la mise en œuvre des tâches prévues dans la résolution 2605 du mandat de la Mission en matière de protection des civils et d'appui opérationnel et aux renforcements de capacité des forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines. La composante Police de la MINUSCA a un effectif total de 2 387 personnels (au 1^{er} février 2022).

Au total, 120 femmes UNPOL sont déployées en régions et 185 dans les unités à Bangui. Parmi elles, 112 sont des officiers de police individuels et 193 des personnels des unités de Police constituées et des unités de protection rapprochée. Au sein des unités de Police constituées et de protection rapprochée, elles participent elles que aux patrouilles de sécurisation, aux escortes des personnalités ainsi qu'aux services d'ordre, entre autres tâches.

Par ailleurs, 21 femmes officiers de Police individuels travaillent en colocation dans les commissariats, les brigades et les unités spécialisées (DSPJ, CPS, UMIRR), où elles veillent au respect strict des droits de l'homme et des droits des enfants notamment le droit des personnes gardées à vue dans les locaux. Elles participent également aux enquêtes criminelles et luttent contre les violences sexuelles basées sur le genre et les violences liées au conflit.

Souvent bien écoutées, elles réussissent à établir facilement, les liens de confiance entre les populations et les FSI, dans le cadre de la Police de proximité. Elles participent aux renforcements de capacité des homologues FSI et dirigent les séances de sensibilisation dans leur zone de compétence.

- A l'occasion de la journée internationale de la Femme, les femmes FSI et UNPOL participent à une retraite à Boali, le 19 mars, destinée entre autres à réfléchir sur leurs stratégies dans la mise en œuvre du mandat 2605 (2021), en termes de contribution de la femme à la restauration de la paix en Centrafrique. La retraite sera suivie de dons aux enfants en situation de vulnérabilité dans la localité.

A l'occasion de la journée internationale de la femme, les UNPOL ont organisé les activités suivantes :

- A Bouar, les 03 et 4 mars, des séances de sensibilisation des jeunes filles au Lycée Sainte Jeanne Antide Thouret et à l'institut des assistantes accoucheuses de Bouar, conjointement avec la présidente des femmes centrafricaines de Bouar.

- A Terféfé (19Km à l'est de Birao), conduite le 3 mars d'une mission conjointe UNPOL-FSI, dirigée par le chef de bureau terrain de la Minusca/Birao et sous escorte de la Force ZAMBATT. La mission avait pour objectif de sensibiliser les femmes de la localité sur leur participation aux instances de décision et aux futures élections locales.

La section Genre d'UNPOL prévoit de mener une campagne de salubrité et de reboisement le 11 mars au commissariat du 6^e arrondissement et le 12 mars à la Brigade territoriale de PK12.

- Dans le cadre de l'appui au renforcement des capacités opérationnelles des FSI et à l'extension de l'autorité de l'État, l'adjoint du chef de la Composante Police le Commissaire Divisionnaire Habi Garba et le DG de la Police centrafricaine, le Contrôleur général de Police, Bienvenu Zokoué, ont procédé le 02 mars, à la pose de la première pierre du projet de construction et d'équipement du commissariat de Police de Bimbo dans la préfecture de l'Ombella M'POKO. Ce projet est financé par la Police MINUSCA à hauteur de 46 millions de FCFA.

APPUI OPERATIONNEL

UNPOL Bouar apporte depuis le 5 mars son appui technique aux FSI dans le cadre d'une enquête ouverte à la suite de l'attaque de leur poste avancé à Besson, dans la Nana-Mambéré, par des combattants armés faisant un blessé grave du côté des FSI.

Les équipes UNPOL des colocations de Bangui, les FSI et Etat-major intégré de Bangui intensifient leurs patrouilles conjointes sur les différentes artères et carrefours stratégiques de la ville. En outre, UNPOL a assuré la couverture sécuritaire des lieux de culte dans la ville de Bangui.

Les équipes UNPOL en colocation dans les différents services de Police et de Gendarmerie ont échangé avec les FSI, sur la police de proximité, la collecte des informations et la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce en coordination avec la Force de la MINUSCA à Bambari et sur les droits des personnes gardées-à-vue à Ndélé.

RENFORCEMENT DE CAPACITES

La section Analyse criminelle d'UNPOL poursuit les séances de formation des homologues FSI sur les sources et le recueil du renseignement, la collecte de données fiables et l'élaboration de statistiques et de rapports analytiques. 48 FSI dont 16 femmes des unités OCRB, OCLAD, 3eme et 8eme arrondissements ont bénéficié de ladite formation la semaine écoulée.

© SCPI 2022